

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Avis de vacance d'emploi de conseiller d'Etat

NOR : JUSE2610108V

Le Conseil d'Etat recrute un conseiller d'Etat ou une conseillère d'Etat en service ordinaire, en application de l'article L. 133-3-1 du code de justice administrative. Il exerce la fonction de juge au sein de la juridiction administrative suprême et participe à l'adoption des avis rendus au Gouvernement et au Parlement sur les projets de texte et les questions dont le Conseil d'Etat est saisi.

Profil recherché

Cet emploi, réservé aux ressortissants français, est offert aux personnes dont les compétences et les activités dans le domaine du droit ou de l'action publique les qualifient particulièrement pour l'exercice de ces fonctions, qui remplissent les conditions prévues à l'article L. 321-1 du code général de la fonction publique portant droits et obligations des fonctionnaires, justifient d'au moins vingt ans d'activité professionnelle et, en application de l'article L. 133-3-2 du code de justice administrative, sont âgés de 45 ans accomplis.

Le Conseil d'Etat sera particulièrement attentif aux dossiers de candidature faisant ressortir des compétences en matière de conduite de politiques publiques, notamment, pour cette session, dans le domaine de la santé, du secteur financier, budgétaire et fiscal et celui de l'environnement.

Procédure de recrutement

Cette nomination intervient sur proposition du vice-président du Conseil d'Etat après avis de la commission d'intégration mentionnée à l'article L. 133-12-3 du code de justice administrative. La commission d'intégration procède à un entretien avec les candidats présélectionnés, portant sur leurs expériences professionnelles et leurs motivations.

Le formulaire d'inscription est téléchargeable sur le site internet du Conseil d'Etat. Il devra être accompagné d'une lettre de motivation, d'un *curriculum vitae* détaillé et, si le candidat en dispose, des fiches de notation ou des comptes rendus d'entretiens professionnels et de formation des trois dernières années ainsi que de tout élément que le candidat jugera bon de soumettre à l'appréciation du Conseil d'Etat.

Le dossier de candidature doit être adressé au plus tard le mardi 16 juin inclus, uniquement par voie électronique, à l'adresse suivante : recrutements-membres-CE@conseil-etat.fr

La date de prise de fonctions souhaitée est soit le 1^{er} novembre 2026, soit le 1^{er} décembre 2026.

Tous les renseignements complémentaires sont disponibles sur le site internet du Conseil d'Etat : CE droit et action publique.